

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2011

Etats financiers consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2011

I – Etat de situation financière (En milliers d'euros)

Actif	Notes	30/06/2011	31/12/2010
Immobilisations incorporelles	2	277 907	255 936
Immobilisations corporelles	2	314 148	323 594
Titres disponibles à la vente	3.1	138	138
Prêts et créances au coût amorti	3.1	8 774	7 150
Participation dans les entreprises associées		23 855	23 360
Impôts différés actifs		0	0
Total actif non courant		624 823	610 178
Prêts et créances au coût amorti	3.1		902
Instruments financiers dérivés	3.1	7 989	2 695
Créances clients et autres débiteurs	3.1	42 600	170 286
Stocks	5	13 946	18 635
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.1	7 394	0
Total actif courant		71 929	192 518
Total actif		696 752	802 696
Passif			
Capitaux propres	V	234 121	205 667
Dont participations ne donnant pas le contrôle		-425	-382
Provisions	6	196 025	209 305
Dettes financières	3.2	79 724	80 550
Instruments financiers dérivés		31	
Autres passifs		14 431	1 258
Impôts différés passif		10 852	8 196
Total passif non courant		301 063	299 309
Provisions	6	13 536	12 974
Dettes financières	3.2	22 045	102 841
Instruments financiers dérivés	3.2	6 595	629
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	3.2	79 863	133 194
Autres passifs	3.2	39 529	48 082
Total passif courant		161 568	297 720
Total passif et capitaux propres		696 752	802 696

II – Compte de résultat consolidé
(En milliers d'euros)

	Notes	30/06/2011	30/06/2010
Chiffre d'affaires.....	7	237 459	262 137
Autres produits opérationnels.....		0	0
Achats.....		-105 738	-110 887
Charges de personnel.....		-21 697	-20 237
Amortissements, dépréciations et provisions.....		-14 258	-13 936
Autres charges opérationnelles.....		-55 334	-67 476
Résultat opérationnel courant.....		40 432	49 602
Résultat sur cession d'actifs.....		-6	-76
Dépréciation d'actifs corporels, incorporels et financiers.....		256	26
Résultat des activités opérationnelles.....		40 682	49 552
Coût de l'endettement financier net.....		-255	-377
Autres produits financiers.....		72	-33
Autres charges financières.....		-2 530	-2 543
Résultat financier.....	8	-2 713	-2 953
Impôts sur les bénéfices.....	9	-13 110	-16 003
Quote-part de résultat dans les entreprises associées.....		1 931	2 129
Résultat net total.....		26 791	32 725
Participations ne donnant pas le contrôle.....		70	85
Résultat net part du groupe.....		26 721	32 640
Résultat net par action.....		15,49	18,92
Résultat net dilué par action.....		15,49	18,92

(1) le nombre d'actions est inchangé sur les exercices 2010 et 2011 et s'élève à 1 725 320 actions.

III – Etat du résultat global
(En milliers d'euros)

	30/06/2011			30/06/2010		
	Total	Part Groupe	Part participations ne donnant pas le contrôle	Total	Part Groupe	Part participations ne donnant pas le contrôle
Résultat net de la période.....	26 791	26 721	70	32 725	32 640	85
Pertes et gains actuariels.....	12 182	12 182		-1 237	-1 237	
Variation de la juste valeur des instruments de couverture...	-912	-912		-7 959	-7 959	
Ecart de conversion.....	-155	-164	9	683	683	
Impôt.....	-3 881	-3 881		3 159	3 159	
Autres éléments du résultat global.....	7 234	7 225	9	-5 354	-5 354	0
Résultat global.....	34 025	33 946	79	27 371	27 286	85

Ventilation de l'impôt différé sur les autres éléments du résultat global

	30/06/2011		30/06/2010	
	Base	Impôt différé	Base	Impôt différé
Pertes et gains actuariels.....	12 182	-4 194	-1 237	419
Variation de juste valeur des instruments financiers ...	-912	313	-7 959	2 740
Ecart de conversion.....	-155	0	683	0
Total	11 115	-3 881	-8 513	3 159

IV – Tableau des flux de trésorerie
(En milliers d'euros)

	Au 30/06/2011	Au 30/06/2010
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture (au 1er janvier de l'année en cours)...	-3 623	8 829
Résultat net.....	26 791	32 725
Quote-part de résultat MEE.....	-1 931	-2 129
Dividendes reçus des MEE.....	1 327	551
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions.....	14 909	13 873
Instruments financiers.....		
Résultat sur cessions d'actifs.....	23	93
Résultat financier.....	2 713	2 953
Impôt sur les bénéfices.....	13 110	16 003
Perte de valeur.....	-273	42
Marge brute d'autofinancement avant charges financières et impôts.....	56 669	64 111
Impôt décaissé.....	-6 160	-10 283
Variation du besoin en fonds de roulement.....	83 241	68 432
Flux issus des activités opérationnelles.....	133 750	122 260
Investissements.....	-37 597	-40 401
Cessions.....	0	-574
Acquisition immobilisations financières.....	-9	-15
Réduction des autres immobilisations financières.....	3	16
Intérêts reçus sur actifs financiers non courants.....	-118	-606
Retraitements non cash sur dividendes.....	-1 202	
Dividendes reçus sur actifs financiers non courants.....	0	0
Flux issus des activités d'investissement.....	-38 923	-41 580
Opérations de financement :		
Dividendes versés.....	-5 556	-5 265
Remboursement des dettes financières.....	-8 094	-6 076
Besoin de trésorerie (financement).....	-13 650	-11 341
Augmentation des dettes financières.....	12	12
Dégagement de trésorerie (financement).....	12	12
Intérêts financiers versés.....	-255	-377
Intérêts financiers reçus.....		
Variation des découverts bancaires.....	-69 917	-68 491
Flux issus des activités de financement.....	-83 810	-80 197
Variation de trésorerie.....	11 017	483
Trésorerie de clôture.....	7 394	9 312

V – Etat de variations des capitaux propres
(En milliers d'euros)

	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées	Pertes et gains actuariels	Variations justes valeurs et autres	Ecart de conversion	Capitaux propres part du groupe	Intérêts mino-ritaires	Capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2009.....	1 725 320	27 605	4 568	168 680	-6 701	369	-267	194 254	-456	193 798
Résultat net.....				32 640				32 640	85	32 725
Dividendes distribués.....				-5 176				-5 176	-89	-5 265
Variation de juste valeur des instruments de couverture enregistrée directement en capitaux propres.....						-7 959		-7 959		-7 959
Ecart de conversion.....							682	682		682
Pertes et gains actuariels.....					-1 214			-1 214	-23	-1 237
Impôt sur les éléments reconnus en capitaux propres.....				3 159				3 159		3 159
Autres.....								0		0
Capitaux propres au 30 juin 2010.....	1 725 320	27 605	4 568	199 303	-7 915	-7 590	415	216 386	-483	215 903
Résultat net.....				-2 413				-2 413	73	-2 340
Dividendes distribués.....								0	-7	-7
Variation de juste valeur des instruments de couverture enregistrée directement en capitaux propres.....						10 082		10 082		10 082
Ecart de conversion.....							-264	-264	2	-262
Pertes et gains actuariels.....					-21 763			-21 763		-21 763
Impôt sur les éléments reconnus en capitaux propres.....				4 020				4 020		4 020
Variation de périmètre									37	37
Autres.....								1	-4	-3
Capitaux propres au 31 décembre 2010.....	1 725 320	27 605	4 568	200 910	-29 678	2 492	151	206 049	-382	205 667
Résultat net.....				26 721				26 721	70	26 791
Dividendes distribués.....				-5 435				-5 435	-121	-5 556
Variation de juste valeur des instruments de couverture enregistrée directement en capitaux propres.....						-912		-912		-912
Ecart de conversion.....							-179	-179	9	-170
Pertes et gains actuariels.....					12 182			12 182		12 182
Impôt sur les éléments reconnus en capitaux propres.....				-3 881				-3 881		-3 881
Autres.....								1	-1	0
Capitaux propres au 30 juin 2011.....	1 725 320	27 605	4 568	218 315	-17 496	1 580	-28	234 545	-425	234 121

VI – Notes aux états financiers intermédiaires

En date du 31 août 2011 les états financiers consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2011 de la Société CPCU et de ses filiales, ont été présentés au Conseil d'Administration de CPCU qui a autorisé leur publication.

INFORMATIONS SUR LA SOCIETE

CPCU SA, Société mère du Groupe et de ses filiales, dont le siège social est situé au 185 rue de Bercy 75012 PARIS, est une Société Anonyme à Conseil d'Administration soumise aux dispositions du livre II du Code de Commerce ainsi qu'à toutes les autres dispositions légales applicables aux Sociétés commerciales françaises.

Elle est régie par les dispositions légales et réglementaires, en vigueur et à venir, applicables aux sociétés anonymes et par ses statuts.

La Société est cotée sur Euronext compartiment B.

Activité de la société

CPCU est concessionnaire de la Ville de Paris pour « la distribution de chaleur pour tous usages par la vapeur ou l'eau chaude, sur le territoire de la Ville de Paris » aux termes de la convention de concession en date du 10 décembre 1927 dont la fin est prévue le 31 décembre 2024.

Note 1 – Référentiel et principes comptables

1.1 – Référentiel

En application du règlement européen du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales (IFRS), les états financiers consolidés annuels du Groupe sont établis conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté dans l'Union Européenne¹.

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés du Groupe établis pour la période de six mois close au 30 juin 2011 ont été préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire* qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Les états financiers consolidés intermédiaires condensés n'incluent donc pas toutes les notes et informations requises par les IFRS pour les états financiers annuels et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers annuels de l'exercice 2010, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes consolidés intermédiaires condensés décrites ci-après.

(1) Référentiel disponible sur le site Internet de la Commission Européenne http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

1.2 – Principes comptables

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés intermédiaires condensés sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2010 conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté dans l'Union Européenne, à l'exception des normes, amendements et interprétations de l'IFRIC applicables de façon obligatoire en 2011 et décrits dans le paragraphe suivant :

1.2.1 - Normes IFRS, amendements et interprétations de l'IFRIC applicables de façon obligatoire en 2011

- IAS 24 révisée – Information relative aux parties liées : les dispositions de la norme relatives aux informations à communiquer par les entreprises publiques et les amendements relatifs à la définition des parties liées d'application obligatoire en 2011 et leurs conséquences en matière d'informations à fournir, seront appliqués au 31 décembre 2011 ;
- Amendement IAS 32 – Classement des émissions de droits ; cet amendement est sans incidence sur les états financiers du Groupe au 30 juin 2011 ;
- Improvements to IFRS 2010 – Améliorations aux normes internationales d'information financière IFRS ; parmi les amendements introduits, ceux relatifs aux normes IAS 34 et IFRS 7 ont une incidence sur les informations relatives aux instruments financiers à fournir par le Groupe au 30 juin 2011. Ces informations sont présentées dans les Notes 3.
- IFRIC 19 – Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres ; cette interprétation est sans incidence sur les états financiers du Groupe au 30 juin 2011 ;
- Amendement IFRIC 14 – Paiements d'avance d'exigences de financement minimal ; cet amendement n'a pas induit d'impact significatif sur les états financiers du Groupe au 30 juin 2011.

1.2.2 - Normes IFRS et interprétations de l'IFRIC dont l'application est obligatoire après 2011 et non anticipée par le Groupe en 2011

Normes et amendements applicables en 2012

- Amendements IAS 12 – Impôt différé – Recouvrement des actifs sous-jacents² ;
- Amendements IAS 1 – Présentation des autres éléments du résultat global ;
- Amendement IFRS 7 – Informations à fournir en cas de transfert d'actifs financiers ;

Normes et amendements applicables en 2013

- IFRS 9 – Instruments financiers – Classement et évaluation²
- IFRS 10 – Etats financiers consolidés²
- IFRS 11 – Partenariat²
- IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités²
- Amendement IAS 27 – Etats financiers individuels²

- Amendement IAS 28 - Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ²
- IFRS 13 – Evaluation à la juste valeur ²
- Amendements IAS 19 – Avantages du personnel ²

L'analyse des incidences de l'application de ces normes et interprétations est en cours.

(2) Ces normes et interprétations n'étant pas encore adoptées par l'Union Européenne, il s'agit d'une traduction libre.

1.3 – Utilisation du jugement et d'estimations

Estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture, ainsi que les produits et charges de l'exercice.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le Groupe révisé ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

Les estimations significatives réalisées par le Groupe pour l'établissement des états financiers portent principalement sur les provisions (cf note 6), dont les engagements de retraite et assimilés (cf note 6.1) et les provisions sur le réseau (cf note 6.2) et sur les instruments financiers (cf note 3).

Jugement

Outre l'utilisation d'estimations, la Direction du Groupe a fait usage de jugement pour définir le traitement comptable adéquat de certaines activités et transactions notamment lorsque les normes et interprétations IFRS en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

Conformément à IAS 1, le Groupe présente séparément dans l'état de situation financière les actifs courants et non courants, et les passifs courants et non courants. Au regard de la majorité des activités du Groupe, il a été considéré que le critère à retenir pour la classification est le délai de réalisation de l'actif ou de règlement du passif : en courant si ce délai est inférieur à 12 mois et en non courant s'il est supérieur à 12 mois.

1.4 – Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

Saisonnalité des activités

L'activité de CPCU est liée à la saison de chauffe, commençant vers le début octobre et finissant fin avril. Les entretiens des équipements (chaufferies, réseau) sont concentrés sur les mois d'été durant lesquels l'activité est réduite à la livraison d'eau chaude sanitaire.

Le résultat au 1^{er} semestre est donc favorisé par une activité de chauffe et la faiblesse des travaux d'entretiens par rapport à celui du second semestre.

La trésorerie à fin juin est améliorée par l'encaissement des facturations de la période de chauffe et est peu grevée par les dépenses d'entretien et de maintenance des équipements.

L'activité du Groupe est, par nature, une activité saisonnière. Cependant, on constate que la rigueur climatique est un facteur encore plus important que la saisonnalité en terme d'impact sur les différents indicateurs d'activité dont le résultat des activités opérationnelles. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2011 ne sont pas nécessairement révélateurs de ceux attendus pour l'ensemble de l'exercice 2011.

Les hypothèses de calcul actuarielles portant sur les engagements de retraite et autres avantages accordés au personnel édictés par la norme IAS 19 ont été revus au 30 juin 2011 (cf note 6.1).

Note 2 – Immobilisations incorporelles et corporelles

Au cours du 1^{er} semestre 2011, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles se sont élevées à respectivement 26 M€ et 4 M€ et se décomposent essentiellement comme suit :

Immobilisations incorporelles : la valeur brute du droit incorporel augmente de 26 M€ en lien avec :

- la réalisation de la canalisation structurante « T3 » pour 19 M€,
- les travaux sur les boucles d'eau chaude Pré Saint Gervais et Ardennes 3 M€,
- les canalisations et raccordements clients 2 M€,
- des investissements divers sur le réseau Paris 2 M€.

Immobilisations corporelles : le montant des investissements s'élève à 4 M€, dont la moitié concerne la sous-station d'échange pour la production de chaleur et de froid à partir de la géothermie réalisée Porte d'Aubervilliers.

Par ailleurs les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles du 1^{er} semestre se sont élevées respectivement à 14 M€ et 4 M€, soit 18 M€ au total versus 17 M€ au 30/06/2010.

Note 3 – Instruments financiers

Note 3.1 - Actifs financiers

Les différentes catégories d'actifs financiers sont les suivantes :

(En milliers d'euros)	30/06/2011			31/12/2010		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Titres disponibles à la vente.....	138		138	138		138
Prêts et créances au coût amorti.....	8 774		8 774	7 150	902	8 052
Instruments financiers dérivés	0	7 989	7 989		2 695	2 695
Créances clients et autres débiteurs		42 600	42 600		170 286	170 286
Trésorerie et équivalent de trésorerie		7 394	7 394	0	0	0
Total actifs financiers.....	8 912	57 983	66 895	7 288	173 883	181 171

Les fortes variations des postes "Créances clients et autres débiteurs" et "Trésorerie et équivalent de trésorerie" sont liées à la saisonnalité de l'activité (cf note 1.4).

Les prêts et créances au coût amorti comprennent essentiellement l'indemnité à percevoir sur le programme de modernisation des retours d'eau structurants soit 6,3 M€ au 30/06/2011 versus 5,6 M€ au 31/12/2010.

Note 3.2 - Passifs financiers

(En milliers d'euros)	30/06/2011			31/12/2010		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Dettes financières.....	79 724	22 045	101 769	80 550	99 218	179 768
Autres passifs.....	1 342	0	1 342	1 258		1 258
Instruments financiers dérivés	31	6 595	6 626		629	629
Avances et acomptes reçus sur commandes...		7 499	7 499		7 465	7 465
Fournisseurs.....		50 171	50 171		96 382	96 382
Autres dettes d'exploitation.....		17 602	17 602		23 608	23 608
Passif de renouvellement.....		4 592	4 592		5 739	5 739
Autres passifs d'exploitation.....	0	52 618	52 618		48 082	48 082
Autres passifs hors exploitation	0	0	0		3 623	3 623
Total passifs financiers.....	81 097	161 122	242 219	81 808	284 746	366 554

La forte décroissance concernant les postes « Dettes financières » et « Fournisseurs » est liée à la saisonnalité de l'activité.

La valorisation des instruments financiers est la juste valeur :

- des achats à terme fioul, charbon, swap de gaz : ces transactions sont réalisées avec GDF SUEZ Trading, filiale spécialisée du Groupe GDF-SUEZ,
- des achats à terme d'USD.

Note 4 – Gestion des risques liés aux instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer et réduire son exposition aux risques de marché provenant de la fluctuation des taux d'intérêt, des cours de change, des prix des matières premières et de l'énergie. Le recours à des produits dérivés s'exerce dans le cadre d'une politique Groupe en matière de gestion des risques de taux, de change et de matières premières.

Note 4.1 - Risque de crédit

L'exposition maximale du Groupe au risque de crédit peut être appréciée à hauteur de la valeur comptable des actifs financiers et de la juste valeur des dérivés inscrits à l'actif de son bilan. Le Groupe est exposé au risque de crédit essentiellement de part ses activités opérationnelles et financières.

La crise des années 2008 et 2009 a conduit à un renforcement du suivi du risque de contrepartie qui a permis de confirmer que l'exposition du Groupe n'est pas accrue.

Activités opérationnelles

L'encours des créances clients et autres débiteurs est présenté dans le tableau ci-dessous :

(En milliers d'euros)	Actifs non dépréciés échus à la date de clôture					Actifs dépréciés	Actifs non dépréciés non échus	Actifs nets
	0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	au-delà d'un an	Total			
Créances clients et autres débiteurs						Total	Total	Total
au 30 juin 2011	3 436	2 125	1 465	390	7 416	432	34 752	42 600
au 31 décembre 2010	81 875	62	188	7 240	89 365	686	80 235	170 286

Les variations de l'encours clients et autres débiteurs sont liées à la saisonnalité de l'activité (cf note 1.4).

Note 4.2 - Risque de liquidité

Une convention de trésorerie mise en place en octobre 2007 entre CPCU et GDF SUEZ Finance couvre les besoins de trésorerie depuis cette date.

La société dispose de 100 M€ de ligne de crédit sur compte courant GDF SUEZ Finance par convention de trésorerie.

Les financements externes mis en place (locations financement et emprunts) ont été accordés de manière irrévocable.

Note 5 – Stocks

(En milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Matières premières (charbon, fioul)	8 613	13 756
Autres pièces détachées	6 166	5 721
Quotas CO2	44	432
Valeur brute	14 823	19 909
Provision pour dépréciation	877	1 274
Valeur nette	13 946	18 635

Quotas CO2

Le plan national d'affectation des quotas de Gaz à effet de serre (CO2) pour la seconde période 2008 – 2012 a attribué au Groupe CPCU 1 563 Kt de quotas.

En 2011, les émissions du 1^{er} semestre se sont élevées à 701 Kt de quotas pour CPCU et 213 Kt de quotas pour Cogé-Vitry (914 Kt de quotas au total) générant une charge respective de 561 K€ et 152 K€. Les quotas non utilisés sont reportables sur les années restantes de la période et au-delà de 2012.

Les stocks de quotas au 30 juin 2011 de CPCU et de Cogé-Vitry sont respectivement de 1 044 Kt et de 219 Kt contre 444 Kt et 99 Kt au 31 décembre 2010.

Note 6 – Provisions (courant et non courant)

(En milliers d'euros)	Notes	Montant au 31/12/2010	Augmentations : dotations de la période	Diminutions : reprises de la période		Reclassement	Variation liée à la désactualisation	Montant à la fin de la période 30/06/2010
				Montants utilisés	Montants non utilisés			
Non courant		209 305	3 086	17 044	735	-926	2 339	196 025
Avantages au personnel.....	6.1	106 650	1 503	14 802		-926	2 339	94 764
Provision pour risque réseau condensats.....	6.2	84 888		2 026	735			82 127
Provision pour risque ouvrages spéciaux		2 123						2 123
Autres.....		15 644	1 583	216				17 011
Courant.....		12 974	0	354	10	926	0	13 536
Avantages au personnel.....	6.1	3 644				926		4 570
Provision pour risque réseau condensats.....	6.2	3 879		263	10			3 606
Autres.....		5 451		91				5 360
Total provisions courantes et non courantes.....		222 279	3 086	17 398	745	0	2 339	209 561

Note 6.1 – Avantages postérieurs à l'emploi

Cette provision diminue de 110 M€ au 31/12/2010 à 99 M€ au 30/06/2011 et sa variation s'explique par :

- la désactualisation de la provision d'un montant de 2,3 M€ au 1^{er} semestre 2011 versus 2 M€ au 1^{er} semestre 2010, dont la contrepartie se trouve en charges financières,
- les pertes et gains actuariels d'un montant de 12,6 M€ (dont 12,1 M€ en impact réserves) au 1^{er} semestre 2011 versus 1,2 M€ au 1^{er} semestre 2010, venant de la hausse des taux d'actualisation retenus :
 - hausse de taux à l'ouverture (au 01/01/2011)
 - de 4% à 4,80% correspondant au taux 15 ans pour les retraites, avantages postérieurs d'un effet de 12,1 M€,
 - de 3,70% à 4,35% correspondant au taux 10 ans pour les autres avantages à long terme (rentes AT/MP,...) d'un effet de 0,4 M€,
 - hausse de taux au cours du 1^{er} semestre 2011 de 4,35 à 4,60% pour les autres avantages à long terme, d'un effet de 0,1 M€.

La contrepartie de cette actualisation est une augmentation des réserves,

- la charge représentée par les droits acquis pendant le 1^{er} semestre 2011, soit 1,5 M€,
- la reprise correspondant aux prestations payées au cours du 1^{er} semestre 2011, soit 2,1 M€.

Note 6.2 – Provision pour risques réseau condensats

La provision pour retours d'eau a été constituée afin de remettre en état les canalisations de retours d'eau, lesquelles véhiculent les condensats restitués par les clients en sortie des sous-stations jusqu'aux chaufferies produisant de la vapeur. Cette provision couvre une obligation de travaux à effectuer par CPCU, signifiée par la DRIEE.

La provision est calculée de la manière suivante :

- Une liste des canalisations à inspecter est établie. Cette liste est détaillée par tronçons.
- Un devis de remplacement est établi pour chaque tronçon par le bureau d'études en fonction du diamètre de la canalisation, et tient compte des différents éléments (génie civil, canalisation, désamiantage éventuel...). Le coût de remplacement est alors égal au prix du mètre de canalisation multiplié par la longueur du tronçon.
- La provision, par tronçon, est ensuite calculée sur la base du coût et d'un taux de remplacement issu de données historiques et validé par la Direction Générale. Les données historiques sont les longueurs remplacées et les longueurs inspectées entre 2004 et 2010.
- Le montant de la provision est égal à la somme des provisions par tronçon, diminuée des travaux réalisés.

La partie « courante » de la provision pour retours d'eau correspond à l'anticipation du montant des travaux pour l'exercice suivant.

- La reprise de la provision pour retours d'eau s'élève à 3 M€ dont :
 - 2,7 M€ de reprise sur le réseau Paris,
 - 0,3 M€ de reprise sur le hors Paris.

Cette reprise correspond principalement à des travaux curatifs effectués suite à des sinistres ou préventifs suite à des inspections.

Note 6.3 – Autres provisions

Au 30 juin 2011, une dotation complémentaire d'un montant de 1,6 M€ a été comptabilisée sur la provision pour démolition de la chaufferie de Bichat faisant passer la provision de 1,4 M€ au 31/12/2010 à 3 M€ à fin juin 2011.

Note 7 – Chiffre d'affaires

(En milliers d'euros)	30/06/2011	30/06/2010
Ventes de chaleur et prestations de services.....	171 023	194 354
Ventes d'électricité.....	40 803	37 981
Ventes au concédant	25 633	29 802
Total.....	237 459	262 137

Le chiffre d'affaires consolidé diminue de 9% de 262 M€ au 30 juin 2010 à 237 M€ au 30 juin 2011 et se décompose ainsi :

- les ventes d'électricité augmentent de 38 M€ au 30 juin 2010 à 41 M€ au 30 juin 2011 (+ 7%), cette hausse reflétant la hausse du prix de l'électricité vendue, corrélative à la hausse du prix du gaz,
- les ventes de chaleur baissent de 194 M€ au 30 juin 2010 à 171 M€ au 30 juin 2011 (- 12%) en raison de la baisse des volumes vendus,
- les ventes au concédant (investissements de biens de retour) diminuent de 30 M€ au 30 juin 2010 à 26 M€ au 30 juin 2011 (- 15%) en liaison avec la réalisation des travaux de la canalisation structurante « T3 » à hauteur de 19 M€ sur le premier semestre 2011.

Note 8 – Résultat financier

Le résultat financier au 30 juin 2011 et au 30 juin 2010 se compose comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/2011	30/06/2010
Coût de la dette nette.....	-255	-377
Autres charges financières.....	-2 530	-2 543
Autres produits financiers.....	72	-33
Total.....	-2 713	-2 953

La diminution du coût de la dette nette provient de la baisse des taux d'intérêts.

Le total « autres charges financières » comprend la charge de désactualisation liée aux avantages postérieurs à l'emploi (cf note 6.1). Les autres charges financières restent stables.

Note 9 – Impôt sur les bénéfices de l'exercice

La charge d'impôt comprise dans le résultat se ventile comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/2011	30/06/2010
Impôts courants	-14 301	-17 733
Impôts différés	1 191	1 730
Total	-13 110	-16 003
Taux effectif d'impôt	34,53%	34,34%

Note 10 – Parties liées

Liste des parties liées et des principales transactions :

- GDF SUEZ Energie Services : refacturation de services (ex : assurance, personnel détaché, assistance administrative) (2 M€)
- Tiru : contrat d'achat par CPCU de la vapeur produite par les usines Sycotom (10 M€).
- Climespace : refacturation de services (ex : personnel détaché, assistance administrative soit 0,8 M€).
- SNC Cogé Vitry : - refacturation de services (ex : contrat de conduite de maintenance, personnel détaché, assistance administrative, locations soit 1,7 M€),
- achat de vapeur par CPCU à SNC Cogé Vitry (11 M€).
- Transports Réunis Services : transport, traitement, manutention et stockage de charbon (1 M€).
- SOVEN : achat énergie (38 M€).
- GDF Suez Finance : compte - courant de trésorerie entre CPCU et GDF Suez Finance par une convention (2 M€).

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

I - Analyse des résultats consolidés du 1^{er} semestre 2011

Le périmètre de consolidation n'a pas évolué en 2011 par rapport à 2010 et comprend :

- ◆ la société intégrée globalement dans les comptes consolidés : CVE,
- ◆ la société intégrée proportionnellement à hauteur du pourcentage de détention par CPCU, soit 50% : Cogé Vitry,
- ◆ les sociétés mises en équivalence à hauteur du pourcentage de détention par CPCU : Climespace (22%), Tiru (19%), CVD (45%), TRS (26%).

Compte tenu de la forte contribution des comptes de la société CPCU aux comptes consolidés du Groupe CPCU, la majorité des commentaires sur les comptes exposés ci-avant restent valables pour les comptes consolidés et seront complétés des remarques ci-dessous relatives à la contribution des filiales :

Chiffres consolidés Groupe CPCU M €	2010 S1	2011 S1	Variation
Chiffre d'Affaires	262	237	-10%
- Chaleur	194	171	-13%
- Electricité	38	41	7%
- Concédant	30	26	-17%
EBITDA (1)	66	56	-18%
ROC (2)	50	41	-23%
Résultat financier	-3	-3	NS (3)
Mises en équivalence	2	2	NS (3)
Impôts sur les Sociétés	-16	-13	-23%
RESULTAT NET PART DU GROUPE	33	27	-22%
Investissements	36	30	-20%

(1) résultat avant amortissements, provisions, résultat financier, résultat des mises en équivalence, impôt

(2) résultat avant résultat financier, résultat des mises en équivalence, impôt

(3) Non Significatif

Le chiffre d'affaires consolidé baisse de 10% de 262 M€ en 2010 à 237 M€ en 2011 et se décompose de la manière suivante :

- les ventes de chaleur baissent de 13% de 194 M€ en 2010 à 171 M€ en 2011 en raison du recul des volumes vendus,
- les ventes d'électricité augmentent de 7% de 38 M€ en 2010 à 41 M€ en 2011, cette hausse reflétant la hausse du prix de l'électricité vendue corrélative à la hausse du prix du gaz,
- les ventes au concédant (investissements de biens de retour) baissent de 17% de 30 M€ en 2010 à 26 M€ en 2011, en lien avec la réalisation des travaux de la canalisation structurante « T3 » de nature exceptionnelle et représentant 24 M€ en 2010 et 19 M€ en 2011.

Le résultat avant amortissements, provisions, résultat financier et impôt (« EBITDA ») baisse de 18% de 66 M€ en 2010 à 56 M€ en 2011.

Cette progression vient essentiellement de l'exploitation de CPCU et a une double origine :

- la marge sur énergie (« R1 ») baisse de 15 M€ en raison d'une rigueur climatique défavorable, couplée avec une hausse significative de 11% des coûts des énergies, due à une hausse du prix des énergies fossiles (charbon, fioul et gaz en hausse respectivement de 23%, 28% et 36%), partiellement répercutée dans les tarifs à hauteur de 2%,
- la marge sur coûts fixes (« R2 ») s'améliore de 5 M€ avec l'évolution favorable de plusieurs postes :
 - o les coûts d'entretien (1,4 M€),
 - o un produit d'assurance de 1 M€,
 - o les frais généraux 1 M€, 2010 ayant supporté des frais de migration au logiciel SAP Finance non récurrents en 2011,
 - o baisse des coûts environnementaux relatifs à l'obtention des certificats d'économies d'énergie (1 M€).

Le résultat opérationnel courant (« ROC ») baisse de 23% de 50 M€ en 2010 à 41 M€ en 2011.

Cette baisse de 9 M€ est composée :

- d'une hausse de résultat de Cogé Vitry de 1 M€, le contrat d'achat de gaz étant plus favorable en 2011 qu'en 2010,
- d'une baisse de résultat de CPCU de 10 M€ :
la baisse de l'EBITDA de CPCU entre le 1^{er} semestre 2010 et le 1^{er} semestre 2011 (- 12 M€) est minorée de charges de concession en baisse de 2 M€ entre 2010 et 2011, conséquence de l'allongement de 2 ans du programme de rénovation des retours d'eau structurants, ajustant à la baisse le passif de renouvellement comptabilisé.

Résultat des sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence baisse de 2,1 M€ en 2010 à 1,9 M€ en 2011 selon le détail ci-après :

Résultat mis en équivalence (M€)	2010	2011	Variation
Climespace	1,1	0,9	-16%
Tiru	1,0	0,9	-9%
CVD	0,0	0,0	NS
TRS	0,1	0,1	NS
Total	2,1	1,9	-9%

NS : Non Significatif

Le résultat mis en équivalence baisse de 9% entre le 1^{er} semestre 2010 et le 1^{er} semestre 2011 en raison de la baisse des résultats de Climespace :

- Climespace avait perçu une indemnité de 2,3 M€ en 2010 en conclusion du sinistre dans la galerie Semapa de 2001, produit non récurrent.

Cette indemnité a été partiellement compensée par une progression du résultat venant des nouveaux raccordements (14 MWh en 2011) et de l'augmentation des volumes vendus avec une climatologie plus favorable en 2011 qu'en 2010 (+ 13% de MWh froids et + 5% de mètres cubes d'eau froide facturés).

Résultat financier

Le résultat financier s'améliore de - 2,9 M€ en 2010 à - 2,7 M€ en 2011 et s'analyse au :

- coût financier lié aux retraites (« désactualisation de la provision ») en progression de 2 M€ en 2010 à 2,3 M€ en 2011,
- coût financier lié à l'actualisation de l'indemnité du Concédant stable à 0,3 M€ en 2010 et en 2011,
- charges financières en baisse de 0,6 M€ en 2010 à 0,3 M€ en 2011 en raison de taux d'intérêt court terme à des niveaux historiquement bas, et de la capitalisation des charges d'intérêts sur les projets majeurs T3 et PNE.

Impôt sur les sociétés

L'impôt baisse de 16 M€ en 2010 à 13 M€ en 2011 en lien avec la baisse du résultat courant.

Résultat net consolidé

Le résultat net consolidé est en baisse significative de 22% (33 M€ en 2010 et 27 M€ en 2011), la baisse du résultat opérationnel courant (- 9 M€), étant atténuée par la baisse de l'impôt (+ 3 M€).

II - Résultat prévisionnel 2011

CPCU est soumis à de nombreux aléas (climatologie, cours des matières premières, des changes, risques d'exploitation tant en production qu'en distribution).

Les résultats défavorables du 1^{er} semestre 2011 par rapport à la même période 2010 ont comme origine une climatologie défavorable avec une baisse des volumes de vapeur vendus de 19%, des prix des énergies en hausse de 11% supérieure à la hausse tarifaire moyenne de 2%.

Les résultats du 2nd semestre sont attendus conformes au budget, compte tenu de l'ajustement tarifaire de 5% réalisé en mai 2011 et de la baisse des prix des énergies survenue en mai et juin 2011.

Les prix des énergies et la parité EUR/USD ont une forte volatilité susceptible d'influencer significativement le résultat du 2nd semestre 2011.

Les dépenses d'entretien en 2011 sont budgétées à 40 M€, niveau élevé qui correspond à la poursuite des efforts engagés sur le réseau condensats.

Les investissements devraient rester à un niveau élevé, de l'ordre de 80 à 85 M€, en raison de l'achèvement de la réalisation de la canalisation structurante « T3 », soit un niveau voisin de 2010 (80 M€).

Une plus value significative doit être dégagée au 2nd semestre sur la cession du terrain occupé par l'ancienne centrale de La Villette, à présent démantelée.

Compte tenu de ces hypothèses, le chiffre d'affaires de CPCU en 2011 serait en retrait par rapport à 2010, et le résultat net 2011 semblable ou en légère baisse par rapport au résultat 2010.

III – Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées ne présentent pas d'évolution significative.

IV – Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste que, à ma connaissance, les états financiers consolidés résumés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de notre Groupe, et que le rapport semestriel d'activité donne une image fidèle des informations visées à l'article 222-6 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Thierry Franck de Préaumont
Président Directeur Général

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société CPCU, relatifs à la période du 1er janvier 2011 au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 31 août 2011

Les Commissaires aux Comptes

Tuillet Audit
Brigitte Vaira-Bettencourt

ERNST & YOUNG et Autres
Charles-Emmanuel Chosson